



Marché n°SMO2014-19

REGLEMENT DE CONSULTATION (RC)

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Marché public passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert

Articles 16, 57 à 59 du Code des Marchés Publics

(Décret N° 2006-975 du 1^{er} août 2006)

Pouvoir adjudicateur : Syndicat Mixte Eure Numérique

Objet de la consultation :

Mission de Maitrise d'œuvre pour la réalisation d'une extension d'un réseau de collecte sur le territoire du Département de l'Eure

DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DES OFFRES :

Vendredi 23 janvier 2015 à 17h00

Article 1 : Objet de la consultation

Le présent marché public a pour objet d'assurer une mission de maîtrise d'œuvre ayant pour finalité que soit assurée la réalisation d'un réseau de collecte en fibres optiques sur le territoire eurois

La mission concernera la réalisation d'extensions du réseau existant pouvant au cumul atteindre 200 km.

Article 2 : Dispositions générales

2-1-Etendue de la consultation

Le présent marché est passé selon la procédure de l'appel d'offre ouvert conformément notamment aux dispositions des articles 57 à 59 du code marchés publics.

2-2-Forme et décomposition du marché

2-2-1 Tranches

Sans objet.

2-2-2 Lots

Sans objet.

2-2-3 Phases

Sans objet.

2-2-4 Bons de commandes

Le marché est un marché à bons de commande pour un montant cumulé maximal de 900 000€ HT.

2-3-Variantes-Prestations supplémentaires

2-3-1-Variantes

Les variantes par rapport ne sont pas autorisées.

2-3-2- Prestations supplémentaires

Eure Numérique (« le Maître d'ouvrage » ou « MOA » ci-après) pourra en option demander au titulaire du présent marché (le « Maître d'œuvre » ou « MOE » ci-après) de réaliser :

2-3-2-a- Levée planimétrique

Le Maître d'œuvre réalisera sur demande expresse du Maître d'ouvrage des plans topographiques des emprises de voirie au 1/200ème en agglomération ou hameau et 1/500ème hors agglomération dans le cadre du projet objet du présent marché.

Ces plans devront être rattachés au système référentiel Lambert 93.

Le Maître d'œuvre dans son offre aura proposé les éléments de prix unitaires relatifs à cette prestation spécifique en annexe à l'acte d'engagement.

2-3-2-b- Report des plans réseaux existants sur plan EXE

Le Maître d'œuvre réalisera sur demande expresse du Maître d'ouvrage le report des plans de réseaux existants sur plan EXE (ex : ERDF, Télécom, GRDF, eau et assainissement...).

Ces plans devront être rattachés au système référentiel Lambert 93.

Le Maître d'œuvre dans son offre aura proposé les éléments de prix unitaires relatifs à cette prestation spécifique en annexe à l'acte d'engagement.

2-3-2-c- Relevé Géoradar

Le Maître d'œuvre réalisera sur demande expresse du Maître d'ouvrage un relevé géoradar pour les opérations de réalisation des travaux (sur l'ensemble de l'opération envisagée) dès lors qu'il le jugera utile.

Dès lors que la Maitre d'ouvrage demandera la réalisation de cette prestation, le Maître d'œuvre sera seul responsable des incidents sur les réseaux déjà présents sur les zones où il aura jugé non nécessaire de réaliser cette étude.

Le relevé est borné spatialement par l'emprise du tracé de génie civil prévu à une profondeur maximale de 1,3 m. Le prix proposé par le Maître d'œuvre s'adaptera en fonction de la profondeur réelle.

Le Maître d'œuvre aura la charge d'analyser ces relevés et éventuellement proposer à la Maîtrise d'ouvrage la réalisation de sondage d'investigation préalable selon les concessionnaires concernés.

2-3-2-d- Relevé GPS des réseaux posés dans le cadre de ce marché

Le Maître d'œuvre réalisera sur demande expresse du Maître d'ouvrage un relevé GPS des réseaux posés, reportés sur les plans DOE.

Ces plans devront être rattachés au système référentiel Lambert 93.

2-3-2-e- Accompagnement du Réflexe Fibre

Le Maître d'œuvre sera amené à réaliser uniquement, sous demande expresse du MOA, des missions APS (Génie Civil) en partenariat avec les partenaires d'Eure Numérique (Département de l'Eure, EPCI euroises, Syndicat d'Eau, SIEGE, ...)

Dans l'Action n°3 du Plan THD 276 "Développer le « réflexe fibre »" (en Annexe), il est précisé que le « réflexe fibre » consiste à enfouir à chaque opération de génie civil (réfection de voirie, construction

de lotissement, enfouissement de réseaux électriques...) des fourreaux et des chambres de tirage permettant d'accueillir plus tard la fibre optique. Ce réflexe doit être opéré sur l'ensemble du territoire et non uniquement dans les territoires ruraux.

Ces APS pourront être réalisées pour des projets variant de 100 m à 15 km linéaires. Dans le BPU et le DQE il sera proposé par le titulaire du marché un ticket d'ouverture de commande forfaitaire.

2-4-Durée du marché – Modalités d'exécution

2-4-1 Durée du marché

Le marché entre en vigueur à compter de la date de l'accusé de réception de sa notification par le Maître d'œuvre et prendra fin à l'issue de la validation de la dernière phase exécutée. En aucun cas, la durée du marché ne pourra excéder 24 mois.

2-4-2 Modalités d'exécution des phases

Les modalités d'exécution de chaque phase pour chaque bon de commande sont les suivantes :

- AVP : date de l'accusé de réception par le Maître d'œuvre de la notification de son marché.
- PRO : date de validation par le Maître d'ouvrage de l'AVP.
- EXE : date de validation par le Maître d'ouvrage du PRO.
- OPC : date de validation par le Maître d'ouvrage de l'EXE.
- DET : date de validation par le Maître d'ouvrage de l'EXE.
- AOR : fin d'un bon de commande travaux établi par le Maître d'œuvre et attesté par le Maître d'ouvrage et réception du DOE.

2-5-Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de **180 jours** à compter de la date limite de remise des offres fixée en page de garde du présent règlement.

2-6- Modifications de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard dix jours avant la date limite fixée pour la remise des offres des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

2-7-Unité monétaire

Les candidats sont informés que la personne publique conclura le marché dans l'unité monétaire suivante : EURO.

2-8-Modes de dévolution du marché

Le marché découlant de cette consultation sera attribué à un titulaire unique ou à un groupement momentané d'entreprises. Conformément à l'article 51-VI du Code des Marchés Publics, la personne publique interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements. En application de l'article 51-VII du Code

des Marchés Publics, après attribution du marché à un groupement, la personne publique impose la forme d'un groupement solidaire.

2-9-Nomenclature communautaire pertinente

La référence à la nomenclature européenne (CPV) associée à la présente consultation est la suivante : 79311000-7 : Services d'études.

2-10-Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

- l'acte d'engagement et ses annexes ;
- le CCAP et ses annexes ;
- le CCTP et ses annexes ;
- le présent Règlement de Consultation ;
- le DQE.

Les candidats sont tenus de vérifier dès réception le contenu du dossier transmis et sa conformité à la liste des pièces fournies. Aucun délai supplémentaire et aucun recours ne pourront être acceptés du fait d'un dossier incomplet.

2-11-Retrait des dossiers de consultation

Les candidats peuvent retirer gratuitement le dossier de consultation à l'adresse électronique suivante : <http://mpe27.fr>

Aucune demande d'envoi du dossier sur support physique, même électronique, n'est autorisée.

Article 3 - Présentation des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française, ainsi que les documents de présentation associés. Les candidats étrangers produiront les documents, en français, équivalents aux documents ci-dessous. Chaque candidat devra produire les documents suivants :

3-1-Documents liés à la candidature

3-1-1 Documents à produire impérativement pour attester la qualité des candidats à présenter une offre :

1. Une **déclaration sur l'honneur** que le candidat ne fait pas l'objet d'une interdiction de soumissionner au regard de l'article 38 de l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 et de l'article 29 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005.

A titre pratique, l'annexe jointe au présent règlement de consultation, dûment renseignée, datée et signée, permet de satisfaire à l'exigence ci-dessus.

2. Une **lettre de candidature** et d'habilitation du mandataire par ses cotraitants (ou formulaire DC1 disponible à l'adresse suivante : <http://www.minefe.gouv.fr>, thème : marchés publics) ;

3. Si le candidat est en redressement judiciaire, **la copie du (ou des) jugement(s) prononcé(s)** à cet effet.

Dispositions particulières en cas de groupement d'entreprises : lorsqu'un candidat se présente en groupement, chacun de ses membres devra fournir l'attestation prévue au point 1 de l'article 3-1-1, ainsi que, le cas échéant, la copie du jugement visé au point 3 de l'article 3-1-1.

L'acte d'engagement devra quant à lui être signé soit par l'ensemble des membres du groupement, soit par le mandataire du groupement s'il justifie des habilitations nécessaires à représenter le reste des membres. Dans ce dernier cas, le mandataire devra fournir toutes les habilitations de ses co-traitants (l'utilisation d'un formulaire DC1, dûment rempli, peut satisfaire à cette exigence).

Dispositions spécifiques aux candidats étrangers : les candidats établis dans un Etat membre autre que la France doivent produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine.

Lorsqu'un certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle, faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire, ou un organisme professionnel qualifié du pays.

3-1-2- Documents à produire pour permettre à la collectivité d'apprécier la capacité du candidat à réaliser les prestations, objet de la consultation :

La présentation d'une liste des principaux services (références) exécutés au cours des trois dernières années indiquant notamment le montant, la date et le destinataire public ou privé.

Justification des capacités professionnelles, techniques d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature en application du III de l'article 45 du code des marchés publics ou du I de l'article 17 du décret du 30 décembre 2005 susvisé, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Justification de la connaissance des conditions contractuelles suivantes :

- contrat relatif à l'offre d'accès aux installations de génie civil et les services qui y sont associés d'Orange ;
- contrat à l'usage des réseaux publics de distribution d'électricité basse tension (BT) et haute tension (HTA) pour l'établissement et l'exploitation d'un réseau de communications électroniques sur supports de lignes aériennes proposé par ERDF et ses partenaires exploitant de réseau de distribution d'énergie.

Ces contrats d'adhésion sont des standards pour la réalisation de réseaux de communications électroniques à haut débit. Les candidats devront donc démontrer avoir une parfaite connaissance de ces deux contrats.

3-2-Documents liés à l'offre

1. **L'acte d'engagement et ses annexes** dûment datés et signés par les représentants qualifiés de toutes les entreprises signataires du marché. Cet acte d'engagement sera accompagné éventuellement par les demandes d'acceptation de sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement, pour les sous-traitants désignés au marché. Le candidat devra alors indiquer dans l'acte d'engagement le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter et par différence avec son offre le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ;
2. En annexe à l'acte d'engagement le descriptif rédigé, daté et signé par le titulaire visant les engagements qu'il prend en application de l'article 4 du CCAP Insertion par l'activité économique.
3. Le CCTP dûment daté et signé par les représentants qualifiés de toutes les entreprises signataires du marché.

4. **Un mémoire justificatif** comprenant :

- Le nombre de personnes dédiées à l'exécution du marché ainsi que les CV accompagnés d'une note démontrant les compétences de l'équipe ainsi qu'une connaissance du fonctionnement des collectivités et de leurs interventions dans les communications électroniques et l'aménagement du territoire.

L'équipe devra présenter :

- des compétences techniques en télécommunications, et plus particulièrement en techniques et technologies haut et très haut débit ;
- des compétences en matière de prévision et modélisation ;
- des compétences en cartographie et SIG.
- La méthodologie détaillée utilisée pour la réalisation de **chacune des phases** permettant de répondre aux attentes telles que définies dans le cahier des clauses particulières.

Le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire du marché qu'à la condition de produire, dans un délai imparti par le pouvoir adjudicateur, les certificats de l'article 46 du Code des Marchés Publics délivrés par les administrations et organisme compétents, ainsi que les pièces mentionnées à l'article D.8222-5 ou D.8222-7/D.8222-8 du Code du travail.

Article 4 - Jugement des candidatures et des offres

4-1-Sélection des candidatures et des offres

Seront éliminées :

- Les candidatures des opérateurs économiques qui font l'objet d'une interdiction de soumissionner en application de l'article 43 du code des marchés publics ;
- Les candidatures qui ne démontrent pas un savoir-faire en adéquation avec les caractéristiques et la nature desdites prestations;
- Les offres avec l'annexe de l'acte d'engagement correspondant à l'Article 4 du Cahier des Clauses Administratives Particulières (INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE) non signée par le candidat ;
- Les offres qui ne contiennent pas de mémoire technique

4-2-Attribution du marché

Après avoir éliminé les offres inappropriées, irrégulières et inacceptables, le pouvoir adjudicateur attribuera le marché au candidat ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères de jugement pondérés énoncés ci-dessous :

1. Prix des prestations, apprécié au regard du DQE **40 %**
2. Valeur technique de l'offre, appréciée au regard du mémoire justificatif **40 %**
3. Délais et planning des prestations, apprécié au regard du DE **20 %**

Ces critères recevront une note de 0 à 10 points, considérant que 10 est la note la plus élevée.
Ces notes seront ensuite pondérées selon les pourcentages indiqués ci-dessus.

4-2-1 Le critère de la valeur technique

Pour la notation de la valeur technique, chaque sous-élément sera noté de la manière suivante :

- Le nombre de personnes dédiées à l'exécution du marché ainsi que les CV accompagnés d'une note démontrant les compétences de l'équipe ainsi qu'une connaissance au niveau du fonctionnement des collectivités et de leurs interventions dans les communications électroniques et l'aménagement du territoire : **2 points**,
- La méthodologie détaillée utilisée pour la réalisation de **chacune des phases** permettant de répondre aux attentes telles que définies dans le cahier des clauses administratives particulières et cahier des clauses techniques particulières (1 point pour chaque phase) : **6 points**,
- La méthodologie employée par le candidat pour l'exécution de la clause d'insertion sociale par l'activité économique au regard des prestations à réaliser: **2 points**.

Chaque sous élément sera jugé en fonction de son caractère manifestement insuffisant (0 point), insuffisant (1/4 de la note maximale du sous-élément évalué), conforme au DCE (1/2 de la note maximale du sous-élément évalué), satisfaisant (3/4 de la note maximale du sous-élément évalué), très satisfaisant (note maximale du sous-élément évalué).

4-2-2 Le critère prix

La notation du critère de prix sera établie par application de la formule suivante :

$$N = P1/P2 \times 10$$

Dans laquelle :

N = note attribuée ;

P1 = prix proposé le plus bas (hors offre anormalement basse)

P2 = prix proposé par le candidat tel mentionné dans l'acte d'engagement.

NOTA : Les prix retenus pour l'analyse correspondront à la somme des prestations visées au DQE.

4-2-3 Le critère délai

La notation du critère délai sera établie par application de la formule suivante :

$$N = D1/D2 \times 10$$

Dans laquelle :

N = note attribuée ;

D1 = délai proposé le plus bas

D2 = délai proposé par le candidat tel mentionné dans le DE.

4-3-Obligations de l'attributaire

Dès qu'il aura fait son choix, le pouvoir adjudicateur en avisera tous les candidats par écrit.

Conformément à l'article 46 du code des marchés publics, le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire du marché qu'à la condition de produire, dans un délai imparti par le pouvoir adjudicateur, les documents suivants :

- Une attestation sur l'honneur relative aux obligations prévues par les articles D 8222- 7 et D 8254- 2 du Code du travail (ce document sera joint à la décision d'attribution) ;
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales au 31 décembre de l'année précédant celle du lancement de la consultation ;
- Une attestation de fourniture de déclarations sociales datant de moins de six mois.

A défaut de production des documents demandés dans les délais impartis, l'offre du candidat initialement retenu sera rejetée. Conformément à l'article 46-III du code des marchés publics, le marché sera attribué au candidat dont l'offre est classée immédiatement après la sienne.

En application de l'article 51-VII du Code des marchés publics, après attribution du marché à un groupement, le pouvoir adjudicateur impose la forme d'un groupement solidaire.

Article 5 - Conditions d'envoi ou de remise des offres

Les candidats **devront remettre leur offre sous format électronique**. Aucune offre papier ne sera analysée.

Les candidatures et les offres seront transmises par voie dématérialisée dans les conditions suivantes :

Avertissement préalable:

Il est rappelé aux candidats que le pouvoir adjudicateur ne peut être tenu pour responsable :

- En cas de mauvaise utilisation par l'utilisateur du service ou en cas d'indisponibilité temporaire du service en raison notamment de période de maintenance, d'incidents techniques ou de cas de force majeure.
- Des dommages, directs ou indirects, matériels ou immatériels résultant notamment de la consultation et/ou de l'utilisation de ce site web (ou d'autres sites qui lui sont liés) et des éventuelles applications en téléchargement qui auraient pu être recueillies et notamment de tout préjudice financier ou commercial, de pertes de programmes ou de données dans le système d'information de l'utilisateur.

Mode de réponse :

Chaque candidat doit produire un dossier de réponse comprenant les pièces précisées à l'article 3 du présent règlement de consultation.

Chaque pièce dont la signature individuelle est requise doit être **signée de façon individuelle**.

La signature du fichier zip n'est pas suffisante si les documents relatifs au marché public dématérialisé qu'il contient ne sont pas, eux aussi, signés électroniquement.

Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique.

Constitution du dossier de marché :

En application de l'article 56 du code des marchés publics et de l'arrêté du 14 décembre 2009, pris en application du I de l'article 48 et l'article 56 du Code des marchés publics, et relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics formalisés, les candidats peuvent remettre leur offre par voie électronique sur la plate-forme de dématérialisation du pouvoir adjudicateur à l'adresse suivante :

www.mpe27.fr (ou www.mpe276.com)

Le dossier à remettre par le candidat doit être constitué de documents réalisés avec des outils bureautiques :

- ".pdf " (Adobe Acrobat) ;
- ".doc " (version Word 2000) ;
- ".xls " (Microsoft Excel 2000) ;
- ".zip " (fichier de compression des 3 formats précédents).

Le soumissionnaire est invité à faire en sorte que son offre ne soit pas trop volumineuse.

Ce dossier dématérialisé doit contenir un fichier unique (compressé au format zip.) contenant les documents relatifs à la candidature et à l'offre du candidat conformément à l'article 3 du présent document.

Les échanges sont sécurisés grâce à l'utilisation du protocole " https ".

Signature des documents :

Les documents à remettre par le soumissionnaire tels que listés ci-dessus, doivent être signés électroniquement, selon les modalités détaillées ci-dessous.

Par application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics en vigueur à partir du 1er octobre 2012, le candidat doit respecter les conditions relatives :

- au certificat de signature du signataire,
- à l'outil de signature utilisé (logiciel, service en ligne, parapheur le cas échéant), devant produire des signatures électroniques conformes aux formats réglementaires.

Ces conditions sont décrites ci-après. Il est impératif que le soumissionnaire en prenne connaissance avec attention.

En effet, selon les choix du soumissionnaire concernant le certificat utilisé (Cas C1 ou C2) d'une part et l'outil de signature utilisé (Cas OS1 ou OS2) d'autre part, il lui faut produire différents types de justificatifs, tels que précisés dans les articles qui suivent.

	Certificat reconnu (cas C1)	Certificat non référencé (cas C2)
Outil de signature de la plate-forme (Cas OS1)	Aucun justificatif à fournir	Justificatif « Autorité de certification » à fournir
Outil de signature de soumissionnaire (Cas OS2)	Justificatif « Outil de signature à fournir »	Justificatif « Autorité de certification » à fournir Justificatif « Outil de signature »

		à fournir
--	--	-----------

Exigences relatives au certificat de signature du signataire

Le certificat de signature du signataire doit être conforme au RGS (Référentiel général de sécurité) ou équivalent et respecter le niveau de sécurité exigé.

Cas C1 : Certificat émis par une Autorité de certification "reconnue" - Aucun justificatif à fournir

Le certificat de signature est émis par une Autorité de certification mentionnée dans l'une des listes de confiance suivantes :

Liste de confiance	Adresse internet
RGS (France)	http://references.modernisation.gouv.fr/liste-des-offres-referencées
EU Trusted List of Certification Service Providers (Commission européenne)	http://ec.europa.eu/information_society/policy/esignature/eu_legislation/trusted_lists/index_en.htm

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a **aucun justificatif à fournir** sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

Cas C2 : Le certificat de signature électronique n'est pas référencé sur une liste de confiance – Différents justificatifs à fournir

La plateforme de dématérialisation accepte tous les certificats de signature électronique présentant des conditions de sécurité équivalentes à celles du Référentiel général de sécurité (RGS).

Le candidat s'assure par lui-même que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité défini par le Référentiel général de sécurité (RGS), et en fournit les justificatifs dans sa réponse électronique.

Le candidat fournit également tous les éléments techniques permettant à l'acheteur de s'assurer de la bonne validité technique du certificat utilisé.

Ainsi, le signataire doit transmettre avec sa réponse électronique les éléments suivants :

1) tout élément permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé :

- a - preuve de la qualification de l'Autorité de certification ou compte-rendu d'audit,
- b - politique de certification,
- c - adresse du site internet du référencement de l'Autorité de certification par le pays d'établissement,
- d - etc.

2) les outils techniques de vérification du certificat :

- a - chaîne de certification complète jusqu'à l'Autorité de Certification racine,
- b - adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation des certificats (CRL)

Il est précisé que tous ces éléments doivent être d'accès et d'utilisation gratuits pour l'acheteur, et être accompagnés le cas échéant de notices d'utilisation claires.

Outil de signature utilisé pour signer les fichiers

La réglementation autorise le soumissionnaire à utiliser l'outil de signature de son choix.

Cas OS1 : Le soumissionnaire utilise l'outil de signature de la plate-forme - Aucun justificatif à fournir

La plate-forme intègre un outil de signature électronique, qui réalise des Jetons de signature au format réglementaire XAdES.

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a **aucun justificatif à fournir** sur les signatures électroniques transmises et l'outil de signature utilisé.

Cas OS2 : le soumissionnaire utilise un autre outil de signature que celui intégré à la plate-forme - - Différents justificatifs à fournir

Lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui de la plate-forme, il doit respecter les deux obligations suivantes :

- 1) Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES.
- 2) Permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Ainsi, le signataire doit transmettre avec sa réponse électronique les éléments suivants :

- 1) indication du format de signature utilisé :
 - a - format technique (XAdES, CAdES ou PAdES),
 - b - mode d'accès à la signature ("signature enveloppée" ou "signature détachée", cf. Définition en Annexe),
 - c - extension du fichier informatique du jeton de signature en cas de signature détachée (ex: extension "*.xml")
- 2) indication de l'outil de signature utilisé :
 - a - nom de l'outil,
 - b - éditeur,
 - c - description succincte (ex : site Internet de présentation)
- 3) indication de l'outil de vérification de signature correspondant, devant être accessible par l'acheteur public
 - a - Lien internet de récupération de l'outil ou fourniture de l'outil lui-même
 - b - Notice d'utilisation en langue française
 - c - Présentation des d'installation : type d'exécutable, systèmes d'exploitation supportés, etc.
 - d - Procédure de vérification alternative en cas d'installation ou de vérification impossible pour l'acheteur : contact à joindre, support distant, support sur site, etc.

Il est précisé que tous ces éléments doivent être d'accès et d'utilisation gratuits pour l'acheteur, et être accompagnés le cas échéant de notices d'utilisation claires.

Copie de sauvegarde :

Le dossier électronique remis par le candidat peut être accompagné d'une copie de sauvegarde. La copie de sauvegarde est une copie du dossier destinée à se substituer au dossier d'offres transmis par voie électronique dans les cas suivants :

- en cas d'anomalie (défaillance du système informatique qui supporte la dématérialisation ou lorsqu'un programme informatique malveillant - virus - est détecté dans le document électronique transmis par l'opérateur économique) ;
- ou lorsqu'une offre a été transmise par voie électronique, mais n'est pas parvenue au pouvoir adjudicateur dans les délais de dépôt des offres sous réserve que la copie de sauvegarde soit parvenue à Eure Numérique dans les délais de dépôt des offres.

Avertissement :

Si le pli contenant la copie de sauvegarde n'est pas ouvert, il est détruit par le pouvoir adjudicateur. *Programme informatique malveillant ou virus détecté dans un des documents électroniques transmis par le candidat :*

- lorsque les offres transmises par voie électronique sont accompagnées d'une copie de sauvegarde, les offres transmises par voie électronique donnent lieu à l'ouverture de la copie de sauvegarde.
- lorsque les offres transmises par voie électronique ne sont pas accompagnées d'une copie de sauvegarde, les offres transmises par voie électronique peuvent faire l'objet d'une tentative de réparation par les services compétents du pouvoir adjudicateur.

Avertissement :

Un document électronique relatif à une offre qui n'a pas fait l'objet de réparation ou dont la réparation a échoué est réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat concerné en est informé dans les conditions de l'article 80 du Code des marchés publics.

Pour toute information complémentaire s'agissant de l'usage de la plate-forme de dématérialisation des marchés publics, un guide d'utilisation à l'attention des candidats est disponible à l'adresse suivante :

<https://marchespublics.cg27.fr/cg27/download/Guide%20Entreprise.pdf>

Les offres devront être déposées sur la plate-forme du pouvoir adjudicateur avant la date et l'heure mentionnées en page de garde du présent document.

Les candidats pourront cependant proposer leur offre de façon complémentaire sur support physique électronique. Ce dernier ne sera utilisé par le Maître d'ouvrage que si les fichiers électroniques adressés via la plate-forme susvisés étaient corrompus. Ces fichiers de sauvegarde devront être transmis à l'adresse suivante :

MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE POUR LA REALISATION D'UNE EXTENSION D'UN RESEAU DE
COLLECTE SUR LE TERRITOIRE DU DEPARTEMENT DE L'EURE

SMO EURE NUMERIQUE
BD GEORGES CHAUVIN
27 000 EVREUX CEDEX

Copie de sauvegarde
Ne pas ouvrir

Article 6 – Renseignements complémentaires

Pour obtenir tout renseignement qui leur serait nécessaire au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir, au plus tard huit jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite à :

SMO Eure Numérique

Service de la commande publique

Hôtel du Département

Bd Georges Chauvin

27 000 Evreux Cedex

E-Mail : elodie.boinet@eurenumerique.fr

Une réponse sera alors adressée à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

En conséquence, le pouvoir adjudicateur ne répondra plus aux questions des candidats si celles-ci sont posées pendant les 7 derniers jours avant la date limite de réception des offres.

ANNEXE : ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Cf. article 3.1.1, point 1

Je soussigné(e)

représentant légal de :

domicilié(e).....

.....

Déclare sur l'honneur ne pas faire l'objet d'une interdiction de soumissionner au regard de l'article 38 de l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 et de l'article 29 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005.

DATE, SIGNATURE ET CACHET DU CANDIDAT :